Éducation comparée / nouvelle série, n°6, pp 203-207

Compte-rendu de l'ouvrage de Abdeljalil Akkari et Jean-Paul Payet, (2010)

Transformations des systèmes éducatifs dans les pays du Sud.

Entre globalisation et diversification

Bruxelles : De Boeck, collection « Raisons éducatives »

Par Georges Felouzis,
Université de Genève,
Suisse

Il en est de l'éducation comme du capitalisme : ses formes globalisées reflètent les échanges inégaux entre le Nord et le Sud tout en prenant des caractéristiques différenciées dans des contextes nationaux qui ne le sont pas moins. Cette dialectique de la domination et de l'adaptation structure l'ensemble de l'ouvrage édité par Abdeljalil Akkari et Jean-Paul Payet dans la collection « Raisons éducatives » chez De Boeck, « Transformations des systèmes éducatifs dans les pays du Sud ». Le propos des deux sociologues dans leur introduction est de montrer en quoi historiquement la globalisation scolaire a consisté – et consiste encore – en une exportation et une internationalisation de la forme scolaire née dans les pays du Nord vers les pays du Sud. Mais il serait naïf de croire que cette exportation – directement héritée de la période coloniale – se fait sans adaptations aux contextes locaux. Dans les pays du Sud comme dans ceux du

Nord, les politiques scolaires s'insèrent dans des contextes culturels et historiques. De ce fait, « la globalisation de la forme scolaire produit des différenciations toujours renouvelées. Ces différenciations donnent lieu à des conflits entre processus d'internationalisation et d'indigénisation, entre processus d'intégration supranationale et de diversification subnationale, et entre processus de diffusion mondiale et de réception différenciée selon les cultures » (p 11).

Ainsi, le principe même de rassembler dans un seul et même ouvrage un ensemble de contributions recouvrant les cas de plusieurs pays (Viêt Nam, Brésil, Burkina Fasso, île Maurice, Pérou, Guyane, Afrique du Sud) pousse à relever, au fil de la lecture, les permanences qui semblent transcender les situations nationales et locales. C'est ainsi que la question de la privatisation de l'éducation se pose de façon récurrente dans les différentes contributions et peut être considérée comme une clé de lecture transversale de l'ouvrage. Les transformations des systèmes éducatifs dans les pays du Sud passent de façon presque systématique par des formes de privatisation que l'analyse comparative permet de mettre en perspective. Car les « rapports inégalitaires Nord-Sud favorisent …les réformes d'éducation guidées par le marché » (p 24). C'est le propos de Joseph Zajda que de donner un cadre théorique général à cette tendance pour montrer les liens entre les politiques éducatives et les lois de la libéralisation de l'éducation. Il analyse notamment la force de la rhétorique libérale qui promeut, à des degrés divers selon les pays, les logiques de marché dans l'éducation. Toutefois, nombre de contributions donnent à voir des situations nationales bien plus complexes que ne le laisse penser l'imposition de ces modèles de privatisation par les pays du Nord. L'exemple du Viêt Nam est de ce point de vue emblématique. La contribution d'Alexandre Dormeier Freire et de Luna Lacompini donne à voir les dynamiques internes qui président au développement d'un secteur d'enseignement privé dans ce pays, dans le cadre d'une politique de « renouveau », le *Doi Moi*, lancée en 1986. Au plan éducatif, « l'État s'est progressivement désengagé de certains niveaux du système éducatif en autorisant sa privatisation » (p 63). Cette dynamique interne relève d'une stratégie de l'État vietnamien qui, dans une situation de ressources économiques rares, doit faire des arbitrages. Et de fait, « au début du « renouveau », le gouvernement a

délaissé financièrement l'enseignement supérieur et la formation technique et professionnelle, en concentrant ses priorités sur le primaire et dans une moindre mesure sur le secondaire » (p 73). L'appel aux financements privés est alors une arme à double tranchant. C'est un moyen efficace pour développer simultanément l'éducation de base d'une part, et l'éducation secondaire et supérieure de l'autre, dans les limites imposées par le faible degré de richesse du pays, mais cela accroît de façon notable les inégalités en matière d'éducation. Cet aspect est particulièrement développé par Marie-France Lange et Nolwen Henaff dans leur analyse de « l'accès à l'éducation et pauvreté au Viêt Nam ». Les auteurs montrent le poids des familles les plus aisées dans la construction même des inégalités scolaires. Ces familles, « sont soucieuses de compenser les faibles investissements de l'État pour permettre à leurs enfants d'accéder à une éducation de qualité » (p 263). Cela conduit à renforcer les obstacles à la scolarisation des enfants les plus pauvres : obstacles proprement économiques bien sûr, mais aussi scolaires car la qualité de l'offre dépend des capacités de financement privé des familles.

La question de la qualité est, on le voit, déterminante pour comprendre les effets des politiques éducatives. Cette question est traitée de façon centrale ou périphérique par plusieurs contributions de l'ouvrage. C'est le cas de Fernand Sanou et Maryvonne Charmillot sur le Burkina Fasso, pays dans lequel le développement d'un secteur privé d'enseignement supérieur s'est fait au détriment de la qualité et du lien entre diplôme et emploi. C'est aussi le cas d'Abdeljalil Akkari et Camila Pompeu Da Silva sur le cas du Brésil. Ce pays a développé son éducation de base de façon notable depuis la « loi des directives de base de l'éducation » en 1996. Toutefois, « la dernière décennie a vu apparaître un débat public intense sur la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement de base » (p 95). Cette amélioration de la qualité passe par diverses voies. Une d'entre elles est la formation et le degré de rémunération des enseignants. Une enquête qualitative conduite par les auteurs montre en effet que « pour s'en sortir, (les enseignantes) ont besoin de doubler, ou même tripler leur journée de travail. Cela provoque une grande pression et une fatigue qui finissent par nuire à la qualité de l'éducation qu'elles dispensent ». Dans ces conditions, une politique de revalorisation de la profession

enseignante serait nécessaire pour renforcer la qualité même de l'enseignement. Mais la question de la qualité se pose aussi sous d'autres formes, et notamment dans la relation entre l'enseignement public et privé. C'est le propos de Frédéric Tupin qui montre les spécificités de la situation mauricienne. Dans ce pays, le système public d'éducation se donne pour mission de « former des élites reconnues sur le plan international ». Il élimine dès la fin des études primaires une bonne partie des élèves par le *Certificate of Primary Education* particulièrement sélectif pour les élèves dont la langue maternelle est le créole et non l'anglais, i.e les familles les plus modestes. C'est donc l'enseignement privé catholique qui propose des alternatives avec des enseignements en créole, dans la perspective d'ouvrir l'école aux élèves de familles modestes. Dans ce cas, le créole « est utilisé comme medium d'enseignement oral et écrit, tandis que l'anglais et le français sont considérés comme des langues secondes » (p 153). Cette rupture, opérée par l'enseignement privé catholique, est une forme de « diversification subnationale » de l'enseignement qui tend à porter ses fruits en permettant aux élèves de milieu modeste d'accéder à l'enseignement. C'est là un exemple assez atypique d'inversion des rôles habituellement dévolus au secteur public et au secteur privé.

Un des résultats des différentes contributions de l'ouvrage est de montrer que le corps enseignant est un acteur collectif déterminant pour comprendre les effets de l'éducation et les transformations des politiques éducatives dans les pays du Sud. L'une des questions est de savoir comment ces transformations sont vécues par les acteurs au plan subjectif. De ce point de vue, l'école en Afrique du Sud apparaît comme un terrain privilégié pour comprendre les conséquences subjectives des évolutions sociales et scolaires. Vijé Franchi et Jean-Paul Payet proposent d'analyser les transformations « vues d'en bas » de l'école à partir d'une longue enquête de terrain sur les enseignants et leur vécu des changements sociaux comme scolaires survenus après la chute du régime de l'apartheid. Ils se demandent ainsi « comment les acteurs supposés de la mise en œuvre concrète de la démocratisation de l'école – et de la société – vivent ces transformations imposées d'en haut ? ». Or ce qu'observent les auteurs est qu'en guise de « démocratisation », le système scolaire

sud-africain n'a fait que déplacer les inégalités : « la distribution « raciale » s'est rapidement articulée à une distribution sociale, les classes moyennes retirant le plus de bénéfices d'une libéralisation du choix de l'établissement » (p 223). Les auteurs prennent la mesure des effets subjectifs de cette ségrégation qui prend des formes extrêmes dès lors que le financement des établissements doit être complété par les familles pour que les conditions nécessaires à une éducation de qualité soient remplies. « Cela crée un malaise très fort parmi les professionnels de l'éducation en raison de l'absence de ressources censées accompagner (les transformations impulsées d'en haut) » (p 243).

En définitive, les différentes contributions de cet ouvrage collectif montrent la richesse du regard comparatif en éducation. Chaque cas national peut en effet être lu comme le reflet de forces externes liées à la globalisation de l'économie et à des degrés divers au poids des institutions internationales. Mais chaque cas peut aussi être lu comme une forme spécifique d'adaptation à ces contraintes externes, en fonction des politiques nationales mises en œuvre et de la nature de la société, de son histoire et de sa culture. En ce sens l'éducation est un marqueur fort des buts et des potentialités que chaque société est capable de se donner à elle-même.